

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Économie](#)

+ 1

[Financements internationaux](#)

Les émissions de CO2 dans le commerce international

10 Mars 2022

Bulletin n°228, article 1. L'article présente un portrait du commerce international établi à partir des émissions de dioxyde de carbone (CO2) liées à la production et à la commercialisation des biens et services échangés. Il s'agit de tenir compte non seulement du CO2 émis sur le territoire national d'un pays, issu de la production locale, mais aussi de celui exporté ou en provenance des importations. Ainsi, alors que la Chine exporte des émissions de CO2, les États Unis en importent. Plus généralement, les pays avancés consomment plus de CO2 qu'ils n'en émettent, contrairement aux pays émergents ou producteurs de matières premières. Ces écarts s'expliquent notamment par la composition sectorielle des échanges. D'autres facteurs comme l'échelle (taille économique ou population), l'efficacité des systèmes productifs en matière d'émission ou encore l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales influent également sur les niveaux d'émission.

[bdf228-1 Visuel.png](#)

Cet article envisage le commerce international à travers le contenu en dioxyde de carbone (CO2) émis dans la production et la commercialisation des biens et services échangés, à la place de l'analyse traditionnelle basée sur leur valeur monétaire. L'objectif est de quantifier le CO2 émis tout au long de la chaîne de production et de commercialisation des exportations et importations. Les émissions de CO2 sont devenues la principale cible dans les accords environnementaux pour lutter contre le réchauffement climatique. Par exemple, l'accord de Paris a comme objectif de limiter la hausse de température à deux degrés à la fin du siècle. Pour ce faire, il envisage un plafonnement suivi d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre des différents pays.

Dans ces accords, la principale mesure prise en compte est celle des émissions au sein d'un pays liées, entre autres, à la production de biens et services sur son territoire. Cette mesure diffère de l'empreinte effective du pays induite par la demande, c'est à dire causée par le niveau de vie. Plus précisément, les émissions d'un pays comptabilisent celles issues de la production des exportations, qui sont pourtant consommées à l'étranger, mais ne prennent pas en compte les émissions à l'étranger des importations, pourtant consommées dans le pays. Les émissions nationales ne correspondent donc pas toujours à l'empreinte puisqu'une part de l'offre d'un pays est exportée tandis que sa demande est satisfaite en partie par les importations (Davis et Caldeira, 2010).

En effet, les émissions liées aux échanges (environ 8 milliards de tonnes en 2015) représentent un quart des émissions mondiales totales (à peu près 32 milliards). Ainsi les émissions totales de la Chine (9,1 milliards de tonnes en 2015) diffèrent de son empreinte (8 milliards) à hauteur de sa balance commerciale excédentaire en CO2 (+ 1,1 milliard). Cette différence traduit le fait qu'une part significative du CO2 émis en Chine vise à

répondre à une demande étrangère. À l'inverse, le déficit commercial en CO2 des États Unis (– 0,7 milliard de tonnes) vient s'ajouter à ses émissions totales (5,1 milliards) pour déterminer son empreinte globale (5,8 milliards). Plus généralement les pays avancés sont des importateurs nets, contrairement aux pays émergents ou producteurs de matières premières. La composition sectorielle des flux d'échanges influe sur ces écarts observés. Les quatre secteurs les plus polluants génèrent plus de trois quarts des émissions mondiales contenues dans les échanges internationaux.

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger la publication dans son intégralité

[Bulletin n°228-1. Les émissions de CO2 dans le commerce international \(PDF - 973 Ko\)](#)
[Suivant](#)

2

L'impact positif de l'harmonisation des normes de produits sur le commerce international